

2006

Rapport d'activité / Annual report





Sommaire / *Content*

Conseil d'administration <i>Board of administrators</i>	2
Le mot du Président <i>Message from the Chairman</i>	3
2006 : Poursuite d'une croissance forte <i>2006 : Continuing strong growth</i>	4
Faits marquants 2006 <i>Highlights 2006</i>	7
Développements <i>Developments</i>	9
International <i>International</i>	12
Ils font le COFRAC <i>They are the Cofrac</i>	13
<i>Exigences et pratiques</i> <i>Requirements and practices</i>	18
<i>Résultats financiers</i> <i>Financial results</i>	19



Conseil d'administration / *Board of administrators*

Président / Chairman

François MAUDUIT

Vice-Président / Deputy Chairman

Dominique RAIN

Trésorier / Treasurer

Marc BAÏ

Organismes accrédités / *Accredited bodies*

Edmond COLLOT	CERIB
Jean-Rémi GOUZE	COPREC
Jean-Luc LAURENT	LNE
Michel POU德拉I	COFREND
Jacques TEXIER	AFAQ - AFNOR CERTIFICATION
Stéphane TORREZ	SOPEMEA
William VIDAL	ECOCERT

Groupements professionnels / *Professional groups*

Marc BAÏ	FIM
André DOUAUD	CCFA
Françoise FOCQUE	APCA
Marcel PEDENAUD	CGPME
Dominique RAIN	MEDEF
Catherine VALETTE	FNTP

Consommateurs, donneurs d'ordres / *Consumers, Principals*

Emmanuel ADLER	FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT
Jean-Louis de NORMANDIE	CNAFC
Thierry PARAT	EDF
Michel ROMANET	GAZ DE FRANCE
Jean SALVATOR	FAMILLES DE FRANCE

Pouvoirs Publics / *National Authorities*

Patricia BLANC	MINISTERE DE L'ECOLOGIE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE
Jean-Jacques BERGER	DGCCRF
Sophie GOURAUD-BOUYER	DGA
Jean-Marc LE PARCO	SQUALPI

Personnalités qualifiées / *Qualified persons*

François MAUDUIT	PRÉSIDENT DU COFRAC
------------------	---------------------

Membres à titre consultatif / *Advisory members*

Luc ERARD	LNE
François FALCONNET	CITPPM
Gérard MANTEL	AFNOR
Olivier MOREL	Contrôle d'Etat



“Le mot du Président”

Pour la 3^{ème} année consécutive, le Cofrac aura connu une croissance supérieure à 10% de son chiffre d'affaires, qui a dépassé cette année pour la première fois le cap des 10 millions d'euros.

Bien sûr, le Cofrac reste un organisme à but non lucratif et l'accréditation, par essence, une activité non commerciale mais, pour que notre association continue à bien fonctionner, il est indispensable de savoir comment évolue son activité et, à ce titre, le suivi de l'évolution de son chiffre d'affaires constitue un moyen de mesure pertinent.

Il est tout aussi important de suivre l'évolution du résultat comptable qui, je le rappelle, se doit d'être positif, car le but du Cofrac est d'offrir le « service d'accréditation » au prix le plus juste tout en permettant d'assurer le nécessaire développement de la structure.

Là encore, on constate une grande continuité par rapport à l'année précédente : croissance de l'activité et croissance proportionnelle des dépenses de fonctionnement.

La santé financière du Cofrac est donc bonne.

Mais au-delà de cette question fondamentale, il m'est agréable de souligner que le fonctionnement même de l'organisme est sain.

Il s'appuie sur des personnels compétents et dévoués qui savent gérer le quotidien tout en se préoccupant de l'avenir, cherchant constamment à améliorer leur outil de travail. Je pense notamment aux travaux en cours sur le système d'information et sur le système de management qui connaîtront des débouchés concrets en 2007.

Il s'appuie aussi sur de nombreux évaluateurs qualitatifs et techniques qui lui apportent les compétences nécessaires à l'exercice de son activité.

Par ailleurs, le Cofrac est aussi une association « vivante » qui a vu trois de ses instances renouvelées au cours de l'année 2006 : le conseil d'Administration ainsi que les comités des sections Inspection et Certification d'entreprises et de personnels et Environnement.

Enfin, il est à souligner qu'en novembre 2006 le Directeur Général du Cofrac a été réélu président d'ILAC (International Laboratory Accreditation Cooperation).

Tout en restant conscient des progrès qui nous restent à accomplir, je reste donc très optimiste quant au devenir de l'accréditation française et à son rayonnement tant à l'intérieur de l'hexagone que hors de ses frontières.



François MAUDUIT
Président du Cofrac
Chairman of Cofrac

“ Message from the Chairman ”

For the 3rd consecutive year, Cofrac has seen growth of over 10% of its turnover, which this year passed the mark of 10 million Euros.

Of course, Cofrac remains a non-profit making organisation and accreditation is essentially a non-commercial activity, but if our Association is to continue to run well it is vital for us to know how its activities are changing, and thus monitoring the progress in its turnover is a relevant measurement method.

It is just as important for us to monitor the progress of our accounting results which, I would remind you, must be positive as the Cofrac's aim is to provide the "accreditation service" at the lowest price possible while still ensuring the structure to develop as it needs to.

Here again we can see a continuation in relation to the previous year: growth in activity and proportional growth in operating expenditure.

The Cofrac is therefore in good financial health.

But over and above this fundamental issue it is very pleasant for me to emphasize that the organisation is in a healthy operating condition too.

It is supported by competent, dedicated personnel who know how to look after day to day affairs while keeping an eye on the future and constantly seeking to improve their working tools. In particular, I am thinking of the work in progress on the information system and management system which should see concrete results in 2007.

It is also supported by many quality and technical evaluators who provide it with the skills it needs to carry out its activities.

Moreover, the Cofrac is also a "living" association which saw three of its bodies renewed over 2006: the Board of administrators as well as the Inspection and Managing Systems Persons and Environment sections.

Finally, I should also emphasize the fact that in November 2006 the Cofrac's General Director was re-elected President of ILAC (International Laboratory Accreditation Cooperation).

While I am well aware of the progress we still need to achieve, I remain very optimistic as to the future of French accreditation and its influence both inside and outside of France.



1. 2006 : Poursuite d'une croissance forte

L'année 2006 s'inscrit parfaitement dans la continuité de la précédente.

ACCREDITATION

La section Laboratoires a vu le nombre cumulé d'accréditations dépasser le cap des 1500, dont désormais plus de 100 concernent des laboratoires de biologie médicale.

Les nouveaux dossiers couvrent à la fois des domaines nouvellement ouverts à l'accréditation (métrologie légale ou mesures de bruits et vibrations par exemple) et des activités plus anciennes.

Outre la gestion de cette croissance de l'activité d'accréditation, la section s'est aussi consacrée à des travaux de fond tels que la rédaction de guides techniques d'accréditation, le développement de nouveaux programmes à la demande des administrations ou la révision de la

politique du Cofrac en matière d'expression et d'évolution des portées d'accréditation.

Elle a dû faire face au second semestre à un renouvellement important de son effectif.

Pour ce qui concerne la section Inspection, la croissance de l'activité est due pour l'essentiel au développement de l'accréditation dans le domaine du contrôle technique des véhicules lourds et au démarrage de l'accréditation pour le contrôle des installations de refroidissement d'eau dans un flux d'air. Elle compte aujourd'hui 165 entités accréditées contre 125 à fin 2005.

La section a par ailleurs lancé des développements nouveaux, notamment à la demande de la Direction Générale de l'Alimentation du ministère de l'agriculture.

Le nombre d'évaluations programmées (près de 240) a presque doublé par rapport à 2005.

Enfin, les deux sections en charge de l'accréditation des organismes certificateurs ont elles aussi connu une activité intense, même si le nombre total d'entités accréditées a peu varié (90 contre 85 à fin 2005).

Il faut souligner d'une part que ces sections se caractérisent par des domaines très variés souvent couverts par les mêmes certificateurs et, d'autre part, que l'année 2006 a vu un foisonnement de travaux préparatoires à l'ouverture de nouveaux domaines d'accréditation, principalement dans le secteur agroalimentaire, notamment dans le cadre de la nouvelle loi d'orientation agricole, dans celui du logement avec les nouvelles exigences réglementaires relatives au diagnostic immobilier et dans celui de la santé.



Daniel PIERRE
Directeur Général du Cofrac
General Director of Cofrac

1. 2006 : Continuing strong growth

2006 follows on perfectly from the previous year.

ACCREDITATION

The Laboratories section saw the accumulated number of accreditations pass the 1500 mark, with now over of 100 for medical biology laboratories.

New applications cover both domains which have just been opened to accreditation (legal metrology or noise and vibration measurements, for example) and older activities.

In addition to managing this growth in accreditation activities, the section also devoted itself to background work such as drafting technical accreditation guides, developing new programmes at

the request of administrations or revising Cofrac policy in terms of the expression and progress of accreditation scopes.

It had to cope with a significant renewal of its staff in the second semester.

Concerning Inspection, the growth in activity is due in the main to the development of accreditation in the heavy vehicle technical inspection domain and the start of accreditation for checking water cooling installations in air flow. It now has 165 accredited entities as opposed to 125 at the end of 2005.

Moreover, the section has launched new developments, notably at the request of the Ministry of Agriculture's General Food Department.

The number of planned evaluations (nearly 240) has almost doubled in relation to 2005.

Finally, the two sections responsible for accrediting certification bodies also saw intense activity, even if the total number of accredited entities has varied little (90 as opposed to 85 at the end of 2005).

We must underline both of these sections are characterised by very varied domains often covered by the same certifiers and that 2006 saw an explosion in work to prepare the opening up to new accreditation domains, mainly in the agricultural sector, notably in the context of the new agricultural orientation law, in the new housing law with new regulatory requirements relating to property diagnostic and in the health law.



INTERNATIONAL

Même si l'on constate une tendance de plus en plus marquée à l'internationalisation des travaux d'harmonisation des pratiques d'accréditation au sein des structures mondiales ILAC (International Laboratory Accreditation Cooperation) et IAF (International Accreditation Forum), il faut souligner que l'échelon européen conserve une spécificité forte.

A cet égard, l'année 2006 a été particulièrement riche avec le suivi des travaux de la Commission de Bruxelles visant à améliorer l'application des directives européennes suite à la résolution du Conseil de l'Union de novembre 2003.

Ces importants travaux ont débouché début 2007 sur une proposition par la Commission d'un règlement européen fixant entre autres les prescriptions relatives à l'accréditation. Cette dernière sera considérée comme une activité relevant des Pouvoirs Publics, même si elle est exercée par un organisme

de droit privé (cas du Cofrac), et devra être effectuée par un organisme national unique ne poursuivant pas de buts lucratifs.

Par ailleurs, le rôle de EA (European cooperation for Accreditation) en matière d'harmonisation des pratiques d'accréditation et du contrôle de leur bonne application via les évaluations par les pairs, sera officiellement reconnu.

Avec ce dispositif, l'accréditation deviendra le moyen privilégié de preuve de la compétence des organismes notifiés par les Etats Membres pour l'application des directives. Une administration n'ayant pas exigé l'accréditation comme un pré-requis à une notification, devra alors justifier sa décision auprès de la Commission Européenne.

Outre le suivi des travaux précités, le Cofrac a poursuivi sa participation aux travaux d'EA, ILAC et IAF, en étant représenté dans les différents comités et dans certains groupes de travail de ces organisations afin d'y faire valoir le point de vue de la France.

Il a également participé activement aux évaluations par les pairs organisées par EA dans le cadre de l'accord de reconnaissance multilatéral européen.

Le Directeur Général du Cofrac a été réélu pour 2 ans à la présidence d'ILAC et continue de ce fait à être membre du comité exécutif d'IAF.

Enfin, le Cofrac a poursuivi ses travaux d'accréditation à l'étranger, chaque fois que possible en collaboration avec l'organisme d'accréditation national, évitant toute situation de concurrence entre accréditeurs. Il a également continué à participer à la réalisation d'actions de coopération technique dans les pays en voie de développement, essentiellement dans les pays francophones. ...

INTERNATIONAL

Even if we are seeing an increasingly marked trend for the internationalisation of work to harmonise accreditation practices within the ILAC (International Laboratory Accreditation Cooperation) and IAF (International Accreditation Forum) worldwide structures, we must emphasize that the European scale still has its own strong specific features.

In this respect, 2006 was a particularly full year with the follow-up of the work by the Commission in Brussels to improve the application of European directives following the resolution by the Union's Council in November 2003.

At the start of 2007 this important work led to a proposal by the Commission for European regulations setting recommendations relating to accreditation,

among other elements. This proposal will be considered as an activity that falls within the scope of the Public Authorities, even if it is performed by a private organisation (such as Cofrac) and must be carried out by a single, national, non-profit making organisation.

Moreover, the role of EA (European cooperation for Accreditation) in terms of harmonising accreditation practices and checking that they are properly applied via peer evaluations, will be officially recognised.

With this mechanism, accreditation will become the key resource for proving the skills of organisations notified by the Member States for applying directives. Any administration that does not demand accreditation as a pre-requisite to notification must then justify its decision to the European Commission.

In addition to the work mentioned above, Cofrac has continued to participate in the work of the EA, ILAC and IAF, with representation on the different committees and in some working groups within these organisations to ensure that France's point of view is put across. It has also taken an active part in peer evaluations organised by EA in the context of the European multilateral recognition agreement.

The Cofrac's General Director was re-elected for 2 years to the ILAC presidency and therefore continues to be a member of the IAF's executive committee.

Finally the Cofrac has continued its accreditation work abroad, every time possible in collaboration with the national accreditation body, avoiding any competition between accreditors. ...



... 1. 2006 Poursuite d'une croissance forte

COMMUNICATION

L'événement marquant de la fin de l'année 2006 aura été la publication du nouveau document regroupant l'ensemble des règles d'utilisation de la marque Cofrac (document GEN REF 11 téléchargeable sur le site Internet du Cofrac).

A souligner aussi plusieurs actions, dont une en justice, visant à renforcer la protection de la marque Cofrac ainsi que son droit d'utilisation.

Comme à l'accoutumée, le Cofrac a participé à des colloques, salons et autres manifestations traitant des questions relatives à l'évaluation de la conformité.

Il a également poursuivi sa publication de « Compétences Magazine » et de « La Lettre Cofrac ». Son site Internet, dont la traduction en langue anglaise est programmée, a été régulièrement mis à jour.

STRUCTURE PERMANENTE

A fin 2006, la structure permanente comptait 76 personnes contre 70 à fin 2005. Cette augmentation de l'effectif a été rendue nécessaire par la forte croissance de l'activité, mais il faut noter un renouvellement assez substantiel de l'effectif de la section Laboratoires au cours du second semestre. Par ailleurs, une nouvelle Responsable Qualité a été nommée.

Les formations initiales et continues de nos évaluateurs et experts ont été assurées.

Les travaux relatifs au futur système d'information et à l'amélioration du système de management ont été activement poursuivis. Ils connaîtront des débouchés concrets en 2007.

Par ailleurs, la convention générale par laquelle l'Etat reconnaît le Cofrac comme organisme national d'accréditation a été

reconduite pour 3 ans fin 2006, avec en outre la signature du ministre en charge de la santé. C'est dans ce cadre que le Cofrac signe avec les différents ministères des conventions particulières visant notamment à assurer le financement des travaux nécessaires au développement des programmes d'accréditation liés à des exigences réglementaires.

Enfin, la convention particulière signée annuellement avec le ministère de l'Industrie a permis de financer les travaux internationaux visant à l'harmonisation des pratiques d'accréditation et l'établissement d'accords de reconnaissance ainsi qu'une partie des actions de communication du Cofrac.

Daniel PIERRE
Directeur Général du Cofrac

... 1. 2006 Continuing strong growth

It has also continued to participate in technical co-operation actions in developing countries, essentially French speaking ones.

COMMUNICATION

The significant event for the end of 2006 was the publication of the new document containing all the rules for using the Cofrac brand (document GEN REF 11 that can be downloaded from the Cofrac's website).

Several actions should be emphasized, including one currently going through the courts, to strengthen protection for the Cofrac brand as well as its usage rights.

As usual, the Cofrac took part in symposia, fairs and other events dealing with conformity evaluation related issues. It also continued to publish "Compétences Magazine" and "La Lettre Cofrac".

Its website, for which an English translation is planned, was updated regularly.

PERMANENT STRUCTURE

At the end of 2006, the permanent structure had 76 members of staff, as opposed to 70 at the end of 2005. This increase in staff numbers was made necessary by the significant increase in activity, but quite a substantial renewal of personnel in the Laboratories section during the second semester should also be noted. In addition, a new Quality Manager was appointed.

Initial and continuing training were provided for our evaluators and experts.

Work relating to the future information system and for improving the management system were actively continued. They should see definite results in 2007.

In addition, the general convention by which the Government recognises Cofrac as a national accreditation body was renewed for a further 3 years period at the end of 2006; the convention was also signed by the minister for health. In this context, Cofrac has signed specific conventions with different ministries to ensure funding for the work necessary to develop accreditation programmes related to regulatory requirements.

Finally, the specific convention signed every year with the ministry of Industry enabled us to finance international work to harmonise accreditation practices and establish recognition agreements as well as some of the Cofrac's communication actions.

Daniel PIERRE
General Director of Cofrac



2. Faits marquants 2006

En terme d'activité, on constate au sein de la section Laboratoires, outre le franchissement symbolique du seuil des 1500 accrédités à fin 2006, une augmentation significative du nombre d'extensions d'accréditations prononcées - près de 500 en 2006 - tous secteurs confondus. Quant au nombre d'évaluations réalisées sur la même période (1350), il est lui aussi en hausse significative.

Autre fait marquant pour l'année 2006 : la révision du document LAB REF 08 décrivant la politique du Cofrac en matière d'expression et d'évaluation des portées d'accréditation. Ce travail de révision qui a duré huit mois a bénéficié d'études menées au sein de groupements professionnels ainsi que de nombreux retours d'expérience tant de la part d'évaluateurs que de celle de la structure permanente du Cofrac.

Ce travail hautement collaboratif a donné naissance à une nouvelle version entièrement refondue et enrichie de nombreux éléments, dont une annexe à vocation pédagogique.

A signaler également en 2006 la notification de 5 nouvelles accréditations d'organismes de comparaisons interlaboratoires (OCIL).

Parallèlement à ces nouvelles accréditations, la Commission Technique d'Accréditation (CTA) CIL a reçu mandat du comité de section Laboratoires pour réviser le référentiel d'accréditation des OCIL. L'objectif est double : d'une part, il vise à étendre son champ d'application au domaine des étalonnages et, d'autre part, à le mettre à jour conformément à la version 2005 de la norme NF EN ISO 17025.

Outre une hausse supérieure à 30% du nombre d'entités accréditées (165 au 31/12/2006), la section Inspection a réalisé

près de 240 évaluations, soit un quasi-doublement par rapport à 2005. Une cinquantaine de nouveaux organismes ont été accrédités. Cette activité soutenue est due essentiellement au démarrage du contrôle des installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air et à la poursuite du développement de l'accréditation dans le domaine du contrôle technique véhicules lourds.

Il convient également de noter que 3 dossiers d'accréditation ont été traités dans le cadre d'un nouveau schéma d'accréditation relatif aux activités d'inspection réalisées pour la sûreté des installations de produits explosifs (schéma réglementaire à la demande du ministère de l'Intérieur). ...

2. Highlights 2006

In terms of activity, within the Laboratories section, in addition to the symbolic achievement of 1500 accredited entities at the end of 2006, we saw a significant increase in the number of accreditation extensions announced - nearly 500 in 2006 - for all sectors examined together. As for the number of evaluations performed over the same period (1350), it also saw a significant increase.

Another significant event for 2006: the revision of document LAB REF 08 describing the Cofrac's policy in terms of expressing and evaluating accreditation scopes. This revision work, which lasted eight months, benefited from studies carried out within professional groups as well as from a significant amount of feedback both from evaluators and from the Cofrac's permanent structure.

This work, which was carried out on a fully collaborative basis, produced a new version which was completely re-organised and enriched by numerous elements, including an appendix intended for training purposes.

The notification of 5 new accreditations for inter-laboratory comparison organisers (OCIL) should also be mentioned. At the same time as these new accreditations, the CIL CTA (Technical Commission for Accreditation) received a mandate from the Laboratories section committee to revise the OCIL accreditation reference base. It has two objectives: the first is to extend its scope to the calibration domain and the second is to update it in accordance with version 2005 of standard NF EN ISO 17025.

In addition to an increase of over 30% in relation to the number of accredited entities (165 on 31/12/2006), the Inspection section carried out nearly 240 evaluations, which is almost double the number it carried out in 2005. Around fifty new organisations were accredited. This continuing activity is due essentially to the start of checking air flow water dispersal cooling installations and the continued development of accreditation in the heavy vehicle technical inspection domain.

It should also be noted that 3 accreditation applications were processed in the context of a new accreditation scheme relating to inspection activities carried out for the safety of explosive product installations (regulatory scheme at the request of the ministry of the Interior). ...



... 2. Faits marquants 2006

2006 marque aussi pour la section Inspection le point de départ des premières accréditations pour des organismes d'inspection réalisées à l'étranger, en l'occurrence par des filiales en Turquie, en Chine et au Japon d'une entreprise française.

Les sections Certification du Cofrac totalisent enfin à elles deux près d'une centaine d'entités accréditées au 31/12/2006 (40 en CEPE, Certification d'Entreprises et de Personnels et Environnement ; 50 en CPS, Certification de Produits et Services).

Fin 2006, suite à la décision du comité de Section CPS, il a été décidé de fusionner les CPA (Commissions Permanentes d'Accréditation) « Produits Industriels

et Services en une seule et même CPA. Cette décision est effective à compter du 1^{er} Janvier 2007.

Dans différents domaines en section CEPE, ont été délivrées les premières accréditations. C'est le cas pour les domaines suivants :

- certification des contrôleurs techniques dans le domaine des installations d'ascenseurs (accréditation selon la norme ISO/CEI 17024, schéma réglementaire national en liaison avec la Direction Générale Urbanisme Habitat et Construction (DGUHC) au ministère en charge de l'Équipement),
- certification selon le référentiel PEFC (Programme de Reconnaissance des Certifications Forestières) du management de la gestion forestière durable (accréditation selon le guide ISO/CEI 66 schéma volontaire national en liaison avec PEFC France),

- qualification des prestataires de service de confiance (accréditation selon la norme EN 45012, schéma réglementaire national en liaison avec la Direction Générale des Entreprises - DGE - et la Direction Générale de la Modernisation de l'État - DGME).

L'ensemble des sections du Cofrac a également participé comme chaque année à diverses manifestations ou événements (colloques, séminaires, salons...) propres à son secteur d'activité.

... 2. Highlight 2006

For the Inspection section 2006 also saw the starting point of the first accreditations for inspection bodies carried out abroad by subsidiaries in Turkey, China and Japan of a French company.

The Cofrac's two Certification sections covered around one hundred accredited entities on 31/12/2006 (40 in CEPE, Certification of Managing Systems and Persons and Environment; 50 in CPS, Certification for Products and Services).

At the end of 2006, following the decision by the CPS section committee, the decision was made to merge the Industrial Products and Services CPAs (Permanent Accreditation Commissions) into a single CPA. This decision is effective from 1st January 2007.

The first accreditations were awarded in the different domains in the CEPE section. This is the case for the following domains:

- Certification of technical inspectors in the lift installation domain (accreditation according to standard ISO/IEC 17024, national regulatory scheme in liaison with the General Department for Town Planning, Housing and Construction DGUHC at the ministry of Equipment),*
- Certification according to the PEFC reference base (Programme for the Endorsment of Forest Certification for sustainable forestry management accreditation according to the guide ISO/IEC 66, voluntary national scheme in liaison with the PEFC France),*
- Qualification of trusted service providers (accreditation according to standard EN 45012, national regulatory scheme in*

liaison with the General Business Department DGE and the General Government Modernisation Department (DGME).

As every year, all of the Cofrac's sections also participated in various events (symposia, seminars, fairs, etc.) specific to their respective sectors of activity.



3. Développements

LABORATOIRES

Chacun des quatre pôles qui composent la section Laboratoires s'est fortement investi dans les développements inhérents aux activités d'accréditation.

Le pôle **Biologie-Biochimie** a passé le cap des 100 accréditations de laboratoires d'analyses de biologie médicale (LABM) en 2006. Rappelons ici que ces accréditations relèvent du domaine volontaire. Les LABM souhaitant se faire accréditer peuvent demander à ce que le processus d'accréditation suive l'une des deux normes NF EN ISO/CEI 17025 ou NF EN ISO 15189 selon leur choix, cette dernière procédant du même niveau d'exigences que la première, antérieure, mais comportant une terminologie plus adaptée aux besoins de la biologie médicale.

Le pôle Biologie-Biochimie est également à l'origine de la publication en juin 2006 d'un

communiqué commun Bio Qualité - Cofrac - Haute Autorité de Santé diffusé dans le but de clarifier les rôles respectifs des diverses instances intervenant dans le cadre de l'amélioration de la qualité des prestations des LABM.

Un transfert d'activité a eu lieu en 2006 au pôle **Chimie-Environnement**. Ce transfert consiste à intégrer l'ensemble des accréditations des organismes pour le prélèvement de l'air, certaines d'entre elles étant au préalable assurées par la section Inspection. Le pôle a par ailleurs poursuivi les discussions avec la Direction Générale de la Santé (DGS) dans les domaines de l'amiante et du contrôle de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, de même qu'avec la Direction Générale du Travail (DGT) pour l'évaluation de la qualité de l'air des lieux de travail. Ces différents travaux ont pour finalité de mieux définir l'articulation accréditation/réglementation. A signaler également la publication en 2006

de deux décrets : l'un mettant en place le nouveau dispositif d'évaluation de la conformité aux Bonnes Pratiques d'Expérimentation (BPE) pour le compte de la Direction Générale de l'Alimentation (DGAL); l'autre présentant le nouveau référentiel de reconnaissance des Bonnes Pratiques de Laboratoires (BPL), sans incidence sur le fonctionnement actuel de ce schéma.

Au pôle **Mécanique**, l'exercice 2006 a coïncidé avec l'instruction des premières demandes d'accréditation dans le domaine de la métrologie légale émanant d'organismes procédant à la vérification d'instruments de mesure réglementés. Ces demandes font suite à la mise en place courant 2006 de ce nouveau schéma d'accréditation de portée nationale.

Le transfert des activités d'accréditation en bâtiment et génie civil amorcé en 2005 est devenu effectif en 2006 et fait désormais ...

3. Developments

LABORATORIES

Each of the four poles that make up the Laboratories section made significant investment in developments for accreditation activities.

The **Biology-Biochemistry** passed the mark of 100 accreditations for medical biology analysis laboratories (LABM) in 2006. Remember that these accreditations are voluntary. LABMs that want to be accredited may ask for the accreditation process to follow one of the two standards NF EN ISO/IEC 17025 or NF EN ISO 15189 according to their choice. The second standard proceeds from the same level of requirements as the first, older, standard, but has a terminology that is more adapted to the needs of medical biology.

The Biology-Biochemistry pole was also the source of the publication in June 2006 for a joint Bio Quality - Cofrac - High Authority of Health (Haute Autorité de santé - HAS) release circulated to clarify the respective roles of the various bodies in the context of improving LABM service quality.

A transfer of activities was made in 2006 to the **Chemistry-Environment** pole. This transfer involved integrating all accreditations for organisations involved in sampling air as some of these services were originally carried out by the Inspection section. In addition, the pole continued discussions with the General Health Department in the domains of asbestos and checking water quality intended for human consumption, and with the General Employment Department (DGT) for evaluating air quality in the workplace.

The final purpose of these different tasks is to better define the relationship between accreditation and regulation. The publication in 2006 of two decrees should also be indicated: one introducing the new mechanism to evaluate the conformity of Good Experimentation Practices for the General Food Department (DGAL); the other presents the new reference base for recognising Good Laboratory Practice with no incidence on the current operation of this scheme.

In the **Mechanics** pole, 2006 coincided with the instruction of the first accreditation requests in the domain of legal metrology from organisations that verify regulated measurement instruments. These requests follow on from the introduction in 2006 of this new accreditation scheme with a national scope. ...



... 3. Développements

... partie intégrante des domaines d'activité traités par le pôle Mécanique. Les premières accréditations dans le domaine des mesures du bruit et des vibrations au poste de travail ont également été délivrées en 2006 en application des nouvelles directives réglementaires de la DGT modifiant plusieurs articles du code du travail.

Suite à la mise en place de la norme NF EN ISO 15189 au sein des LABM, le pôle a reçu de nombreuses demandes d'accréditation initiales pour l'étalonnage des micropipettes.

En collaboration avec des laboratoires accrédités et l'Agence Nationale des Fréquences (ANFR), le développement d'une procédure de qualification des décodeurs de signaux UMTS a été lancé au pôle **Physique-Electricité** en 2006. Pour mémoire, le lancement de cette collaboration fait suite à l'absence d'étalon ou de méthode de raccordement connue de

ce matériel de mesure associant des mesures physiques et un traitement numérique des données.

A signaler également la participation du pôle aux travaux du groupe de travail du comité de la section Laboratoires sur la maîtrise des données informatiques en amont et aval de l'essai/étalonnage.

Sans oublier les travaux initiés en collaboration avec la DCSSI (Direction Centrale de la Sécurité des Systèmes d'Information) dans le but de réviser le programme à caractère réglementaire relatif à l'accréditation des CESTI (Centre d'Evaluation de la Sécurité des Technologies de l'Information).

INSPECTION

La section Inspection a renouvelé en 2006 son comité de Section pour une durée de 3 ans et nommé à sa tête un nouveau Président. En termes de développement,

2006 a également vu le démarrage de différents travaux. A commencer par celui portant sur le schéma d'accréditation pour l'inspection de produits agricoles et alimentaires sous appellation d'origine. Ce schéma réglementaire s'inscrit dans le cadre de la réforme globale des signes d'identification de la qualité et de l'origine conduite par la Direction Générale de l'Alimentation (DGAL).

Dans le domaine volontaire, un groupe de travail de la section a élaboré un programme d'accréditation spécifique portant sur l'accréditation d'organismes d'inspection pour le contrôle qualitatif et quantitatif des productions agricoles et de leurs dérivés.

La section a également travaillé sur le développement d'une accréditation pour les inspections vétérinaires et phytosanitaires à la demande de la Direction Générale de l'Alimentation avec comme objectif l'ouverture à l'accréditation courant 2008.

... 3. Developments

The transfer of accreditation activities for the building and civil engineering activities announced in 2005 took place in 2006 and is now an integral part of the activity domains handled by the Mechanics pole. The first accreditations in the workstation noise and vibration measurement domain were also awarded in 2006 under application of new regulations by the DGT which modify several articles in the employment code.

Following the introduction of standard NF EN ISO 15189 within LABMs, the pole received many initial accreditation requests for calibrating micropipettes.

In collaboration with accredited laboratories and the Agence Nationale des Fréquences (National Frequency Agency - ANFR), the development of a procedure to qualify UMTS signal decoders was launched by

*the **Physics-Electricity** pole in 2006. It should be remembered that the launch of this collaboration follows on from the lack of any known gauge or connection method for this measuring equipment that combines physical measurements and digital processing for data.*

The participation of the pole in group work for the Laboratories section committee on controlling electronic data up and downstream of testing/calibration should also be indicated. We should not forget the work initiated in collaboration with the Central Department for Information Systems Safety (Direction Centrale de la Sécurité des Systèmes d'Information - DCSSI) to revise the regulatory programme relating to accreditation of CESTI (Centre d'Evaluation de la Sécurité des Technologies de l'Information - Information Technology Safety Evaluation Centre).

INSPECTION

In 2006 the Inspection section renewed its section committee for a further 3 years period and appointed a new President to its head.

In development terms, 2006 also saw the start-up of different work. The work began with work on the accreditation scheme for the inspection of original appellation agricultural and food products. The regulatory scheme is part of the overall reorganisation of quality and origin identification symbols led by the General Food Department (DGAL, Direction générale de l'Alimentation).

In the voluntary domain, one of the section's working groups has developed a specific accreditation programme for the accreditation of inspection bodies for the qualitative and quantitative inspection of agricultural products and their derivatives.



Enfin, il faut mentionner le renforcement de l'équipe de la section Inspection (structure permanente) avec l'arrivée en 2006 d'une nouvelle secrétaire et le recrutement d'un ingénieur responsable d'accréditation pour la prise en charge des activités d'inspection à dominante environnementale.

CERTIFICATION

Tant en section CEPE qu'en section CPS, l'année 2006 a une nouvelle fois été riche en ouverture de nouveaux schémas d'accréditation.

En CEPE dans les domaines suivants :

- certification du management de la sécurité des denrées alimentaires (accréditation selon la norme EN 45012 dans l'attente d'un référentiel spécifique ISO/TS 2003), schéma opérationnel en mai 2006,
- certification de la compétence des personnes opérant des diagnostics

immobiliers (accréditation selon la norme ISO CEI 17024), schéma opérationnel en septembre 2006,

- certification de qualification technique d'entreprises réalisant une activité de visite médicale (accréditation selon la norme NF EN 45012, schéma réglementaire national en liaison avec la HAS), schéma opérationnel en octobre 2006.

En CPS dans les domaines suivants :

- certification de produits sous signes de qualité « Label Rouge », Agriculture Biologique » ou « Certification de Conformité Produits ». Ces schémas ont été revus et ont intégré les autres signes d'identification de la qualité et de l'origine (SIQO),
- certification de Logiciels d'Aide à la Prescription (LAP, accréditation selon la norme NF EN 45011) schéma réglementaire national en liaison avec la HAS,

- certification de la chaîne de contrôle selon le référentiel PEFC (programme de reconnaissance des certifications forestières) dans le cadre de l'accréditation selon la norme NF EN 45011, schéma volontaire en liaison avec PEFC France.

De nombreuses demandes ont également vu le jour en vue de l'obtention d'accréditations initiales dans le domaine des Produits Industriels, notamment dans le cadre de la directive Produits de Construction.

A signaler enfin le recrutement d'un nouveau responsable d'accréditation en temps partagé pour les sections CEPE (dédié à l'accréditation des organismes de qualification d'entreprises) et CPS (dédié à l'accréditation des organismes de certification de produits industriels et services).

The section also worked on the development of accreditation for veterinary and plant health inspections at the request of the General Food Department with the objective of opening up accreditation during 2008.

Finally, the strengthening of the Inspection section's team (permanent structure) should be mentioned, with the arrival in 2006 of a new secretary and the recruitment of an engineer responsible for accreditation to take charge of majority environmental inspection activities.

CERTIFICATION

Both in the CEPE section and the CPS section, 2006 once again saw many new accreditation schemes open up.

In CEPE in the following domains:

- Certification of food waste safety management (accreditation according to*

standard EN 45012 pending a specific ISO/TS 2003 reference base), scheme operational in May 2006,

- Certification for the competence of people who carry out property diagnostics (accreditation according to standard ISO IEC 17024), scheme operational in September 2006,

- Certification of the technical qualification of companies who carry out medical check activities (according to standard NF EN 45012, national regulatory scheme in liaison with the HAS), scheme operational in October 2006.

In CPS in the following domains:

- Certification of products with the following quality symbols "Label Rouge", "Agriculture Biologique" or "Certification de Conformité Produits". These schemes were reviewed and joined the other quality and origin identification symbols (SIQO),*

- Certification of Prescription Assistance Software, (LAP, accreditation according to standard NF EN 45011) national regulatory scheme in liaison with the HAS,

- Certification of the inspection chain according to the PEFC reference base (Programme for the Endorsment of Forest Certification) in the context of accreditation according to standard NF EN 45011, voluntary scheme in liaison with PEFC France.

Many requests were also made to obtain initial accreditation in the Industrial Products domain, notably in the context of the Construction Products directive.

Also to be noted is the recruitment of a new shared-time accreditation manager for the CEPE (dedicated to accreditation of qualification bodies organisations) and CPS (dedicated to accreditation of industrial products and services bodies) sections.



4. International

Comme chaque année, les ingénieurs du Cofrac ont consacré une part importante de leur temps à participer à nombre de travaux internationaux, notamment à des comités ou groupes de travail au sein d'EA (European cooperation for Accreditation), d'ILAC (International Laboratory Accreditation Cooperation) et d'IAF (International Accreditation Forum).

Au titre de l'exercice 2006, ce sont plus de 320 jours qui y ont été consacrés par les ingénieurs du Cofrac. Cette implication s'entend également pour les travaux au sein de groupes de travail de normalisation. Ainsi par exemple dans le cadre de la coordination des actions nécessaires à la mise en place d'une coopération entre l'OIML (Organisation Internationale de la Métrologie Légale) et ILAC, le Cofrac a-t-il

accepté de détacher un « chargé de liaison ». De la même façon, le Cofrac a délégué un représentant pour collaborer au groupe de travail mis en place entre ILAC et WADA (World Anti-Doping Agency) pour développer et garantir l'harmonisation nécessaire des différents processus d'accréditation en la matière.

Citons également l'organisation à Paris en septembre 2006, par la section Laboratoires du Laboratory Committee d'EA.

Au-delà de cette participation active, le Cofrac continue d'exercer son cœur de métier à l'international en accréditant des organismes chaque fois qu'il est sollicité et que cette sollicitation est compatible avec la politique dite « cross frontier » qui suppose, rappelons le, que le pays dont le candidat à l'accréditation est originaire :

- soit ne dispose pas d'organisme d'accréditation,

- soit dispose d'un organisme d'accréditation non encore signataire des accords multilatéraux de reconnaissance d'EA, d'ILAC et d'IAF,

- soit ne dispose pas des moyens et ressources, techniques notamment, lui permettant de délivrer l'accréditation dans le domaine demandé.

A fin 2006, le Cofrac gère ainsi près d'une soixantaine d'accréditations hors hexagone (dont une dizaine dans les DOM-TOM) dans plusieurs pays d'Afrique (Maroc, Tunisie, Algérie, Cameroun, Côte d'Ivoire, Sénégal), mais également en Europe de l'Est (Pologne, Roumanie, Slovénie, Hongrie) ainsi qu'en Italie, en Chine, en Inde ou encore au Vénézuéla.

4. International

Each year, the Cofrac's engineers dedicated a significant part of their time for participating in a great deal of international work, notably in committees or working groups within EA (European cooperation for Accreditation), ILAC (International Laboratory Accreditation Cooperation) and IAF (International Accreditation Forum).

During 2006 over 320 days were dedicated for by Cofrac engineers. This involvement also extends to work within standardisation working groups. So, for instance, in the context of co-ordinating the actions necessary to establish co-operation between the OIML (International Organization of Legal Metrology) and ILAC, Cofrac accepted to provide a "liaison officer".

In the same way, Cofrac delegated a representative to collaborate with the working group introduced between ILAC and WADA (World Anti-Doping Agency) to develop and guarantee the necessary harmonisation for the different accreditation processes in this area.

We should also mention the organisation in Paris, in September 2006 of the EA Laboratory Committee by the Laboratories section.

Over and above this active participation, Cofrac continues to perform its core activities on the international stage by accrediting organisations each time it is requested to and when these requests are compatible with the "cross frontier" policy which supposes that the country from which the accreditation candidate comes:

- does not have an accreditation body,

- has an accreditation body that has not yet signed the EA, ILAC and IAF multilateral recognition agreements,

- or does not have the technical resources to enable it to award accreditation in the requested domain.

At the end of 2006 the Cofrac had managed around sixty accreditations outside of France - with around ten in the French overseas territories and departments - in several countries in Africa (Morocco, Tunisia, Algeria, Cameroon, Ivory Coast, Senegal) but also in Eastern Europe (Poland, Romania, Slovenia, Hungary) as well as in Italy, China, India or even Venezuela.



5. Ils font le COFRAC

Les évaluateurs au centre de la réflexion

La structure permanente du Cofrac ne saurait mener à elle seule les missions d'évaluation qui doivent être réalisées. A cet effet, le Cofrac s'appuie aussi sur près de 200 évaluateurs qualitatifs et plus de 1000 évaluateurs et experts techniques dont la compétence et la qualité des prestations sont régulièrement suivies.

Chaque section organise tous les ans son Assemblée Générale d'évaluateurs en sus des réunions d'harmonisation qui constituent autant d'occasions d'échanges et de retours d'expérience indispensables pour les évaluateurs comme pour l'ensemble des membres de la structure permanente du Cofrac.

Dans la continuité des améliorations apportées en 2005 (dossier de candidature

unique, fonction de responsable d'évaluation étendue à l'ensemble des sections...), la nomination au Cofrac d'une Responsable Qualité et Evaluateurs qui a pris ses fonctions fin 2006 a permis de lancer de nombreux chantiers visant à simplifier le système de management et à entamer une réflexion globale sur la gestion et le suivi des évaluateurs. Autant d'actions dont il est prévu qu'elles donnent leur pleine mesure dans le courant de l'année 2007, là encore dans une logique de simplification et d'harmonisation les plus abouties possibles.

Des effectifs en hausse : une tendance qui se confirme

Calqués sur la croissance qui s'est poursuivie en 2006, les effectifs de la structure permanente sont passés de 70 à 76 personnes au 31/12/2006, soit une hausse voisine de 10%.

Quant aux adhérents, membres des comités de Section et des Commissions, si leur nombre est stable avec des renouvellements réguliers, il faut souligner et louer leur implication qui ne se dément pas d'une année sur l'autre. Leur participation active au sein des différentes instances du Cofrac reste le meilleur garant de la collégialité à laquelle tous les acteurs sont fortement attachés et qui constitue l'une des singularités du fonctionnement du Cofrac dans le monde de l'accréditation.

Evaluateurs, structure permanente et adhérents constituent les trois piliers de l'accréditation française.

5. They are the Cofrac

Evaluators at the discussion centre

The Cofrac's permanent structure could not carry out the evaluation missions that need to be performed on its own. So, the Cofrac is supported by nearly 200 quality evaluators and over 1000 technical evaluators and experts whose skills and the quality of the services they provide are regularly monitored.

Every year, each section organises its own General Assembly for evaluators outside the harmonisation meetings that provide the opportunity for discussion and feedback vital for evaluators and for all members of the Cofrac's permanent structure.

Continuing on from the improvements made in 2005 (single application form, evaluation

manager function extended to all sections, etc.), the Cofrac's appointment of a Quality and Evaluators Manager who took up his position at the end of 2006 has enabled several projects to be launched intended to simplify the management system and start a global re-examination of the management and monitoring of evaluators. Many actions are planned and should bear fruit during 2007, once again to provide the maximum simplification and harmonisation as possible.

Increased staff numbers: a confirmed trend

Based on the continued growth seen in 2006, the permanent structure's staff levels increased from 70 to 76 people on 31/12/2006, which is an increase of nearly 10%.

As for the members of Section committees and Commissions, while their number remained stable with regular replacements, we must emphasise and praise their commitment that never waivers from one year to the next. Their active participation within the Cofrac's different bodies remains the best guarantee of a collegial approach in which all actors make a significant investment and which is one of the specific features of the Cofrac's operations in the accreditation world.

Evaluators, permanent structure and members are the three pillars of French accreditation.



Membres de l'association

Members of the association

Membres actifs / *Full members*

Organismes accrédités / *Accredited bodies*

A+ METROLOGIE CENTRE	CEBTP	DNV CERTIFICATION FRANCE	INTESPACE	SGS ICS
AB CERTIFICATION	CEFRI	ECOCERT	ITERG	SGS MULTILAB, LABORATOIRE DE ROUEN
AFAQ ASCERT INTERNATIONAL	CEMAGREF	ECOLE DES MINES DE DOUAI	LABORATOIRE CARRIER SA	SILLIKER
AFAQ-AFNOR CERTIFICATION	CENTRE TECHNIQUE DES TUILES ET BRIQUES	ECOPASS	LCPC	SNECMA
AFSSA	CEP INDUSTRIE	EDF-DER	LCIE	SNIPF
AOCA	CEPR	EMITECH	LDAO	SOCIETE DES LUBRIFIANTS DE NANTERRE
APAVE GROUPE	CEPRAL	EURO QUALITY SYSTEM	LNE	SOCIETE FRANCAISE DE CERAMIQUE
APITI	CERIB	EUROFINS DEVELOPPEMENT SCIENTIFIC	LPEE	SOCOTEC
APROLAB	CERQUA	EUROLAB FRANCE	LROA FRANCE SA	SOPEMEA SAS
AREVA	CETIAT	FAURE HERMAN	MB ELECTRONIQUE FLUKE SERVICE	STRATIFORME INDUSTRIE LABORATOIRE
ASEFA	CETIM	FEDERATION DES LABORATOIRES D'ENOLOGIE INDEPENDANTS	MECASEM	SYPREV
ASQUAL	CIG	GAZ DE FRANCE	MOODY CERTIFICATION FRANCE	TRAPIL
AUBERT & DUVAL	CNPP	GIE DES LABORATOIRES	NESTLE WATERS M.T	UEM
BATIPLUS	COFREND	GLOBAL SAS	NORISKO SA	ULASE
BUREAU ALPES CONTROLE	COGEMA	GROUPE D'EMERAUDE	OSMIP	UTAC
BUREAU RECHERCHE GEOLOGIQUES MINIERES	CONSUEL	IMFS	PERRIN CONTROLES TECH- NIQUES	YUQS
BUREAU VERITAS	CRITT MDT5	INERIS	PREFECTURE DE POLICE	
BVQI FRANCE SA	CSTB	INRS	QUALIBAT	
COPREC	CTBA	INSTITUT FRANÇAIS TEXTILE HABILLEMENT	QUALITEL	
CAEPE	CTC		SCETAURROUTE	
CEA	CTDEC		SEMELEC	
CEBIO ASSOCIATION	CTIF			

Groupements professionnels / *Professional groups*

AFG	CFA	DTSB-SNJF	MEDEF	TLF
AFGC	CGPME	FFB	NESTLE FRANCE	UFIP
AIMCC	CITPPM	FFSA	ORGANISATION D'EXPERTS	UIC
ANIA	COOP DE FRANCE	FIEEC	RATP	UNION DES OENOLOGUES DE FRANCE
APCA	COOPERATIVE ZAS	FIM	RESEAU CTI	UPA
CCFA	COPACEL	FNTP	SFEPA	



Consommateurs, Donneurs d'ordres / Consumers, Principals

AFOC	FCD
ASSOCIATION GROUPE QUALITE DES GRANDS ACHETEURS	FNE
ASSOCIATION LEO LAGRANGE POUR LA DEFENSE DES CONSOMMATEURS	GAZ DE France
CNAFC	INDECOSA-CGT
FAMILLES DE FRANCE	UFCS

Pouvoirs Publics / National Authorities

DIRECTION DES ENTREPRISES COMMERCIALES ET ARTISANALES	MINISTERE DE L'INDUSTRIE
DRIRE ILE DE FRANCE	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT
MINISTERE DE L'ECOLOGIE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	MINISTERE DE LA DEFENSE
MINISTERE DE L'ECONOMIE	MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL

Membres associés / Associate members

Personnalités qualifiées / Qualified persons

AEROMETROLOGIE SA	CANBERRA FRANCE	HENRY ADAM	MATRA ELECTRONIQUE SA
AFAV	CEIOE PAUILLAC	HOULLIERES DU BASSIN DE LORRAINE	MESSIER BUGATTI
AFIAP	CEIOE SOUSSAC	IANESCO CHIMIE	MTS SYSTEMES
AFITE	CERTIFER	IDAC	PB MESURES
AFITEP	CETEVM CENTRE	IFP	PECHINEY CRV
AFNOR	CNCEF	INRA	SAGEM COMMUNICATION
AIR LIQUIDE ALPHAGAZ PRODUCTION	COLLEGE FRANÇAIS DE METROLOGIE	INSTITUT DE SOUDURE	SCHLUMBERGER INDUSTRIES
ALSTOM TRANSPORT	CONEGON LABORATOIRE CONSEIL	INSTITUT PASTEUR	SGS QUALITEST INDUSTRIE
ANIOS LABORATOIRE	CTE	LABORATOIRE DEPARTEMENTAL AGRICOLE ET VITICOLE	SNCF
ASF	E2M	LABORATOIRE REGIONAL DE L'EST PARISIEN	SOCIETE DES EAUX DE MARSEILLE
ATELIER INDUSTRIEL D'AERONAUTIQUE DE CUERS PIERREFEU	ETABLISSEMENT TECHNIQUE DE BOURGES	LCDI	SOCOR
ATITA	FAMILLES RURALES	LCI-LES FROMAGES RICHES MONTS	TIS LIVINGSTON
BUREAU VERITAS CPS FRANCE	FFA	LIAL MC	UIMM
	GIE LABILAIT		ZWIEBEL SAS



Comités de section / *Section committees*

Laboratoires / *Laboratories*

Président / *Chairman*

Marc HIMBERT

Vice-Président / *Deputy Chairman*

Jean-André BOUCHAND

Laboratoires accrédités / *Accredited laboratories*

Guillaume BAVELARD	CERIB	Reine LANDA-POTEAU	INERIS
François FARGE	CETE APAVE SUDEUROPE	Pascal LAUNEY	LNE
Marie-Pierre HILSZ	CEA FAR	Christophe PERRUCHET	UTAC

Groupements professionnels / *Professional groups*

François DAUBENFELD	PSA PEUGEOT CITROEN	Philippe LOOTEN	ROQUETTES FRERES
Jean-Pierre ISNARD	FIEEC	Serge METRAL	SNCF
Marc LAINE	AIMCC	Gilles PELLAN	EADS-CCR

Consommateurs, Donneurs d'ordres / *Consumers, Principals*

Henri DECROIX	INDECOSA - CGT	Pierre MIGAUD	EDF
---------------	----------------	---------------	-----

Pouvoirs Publics / *National Authorities*

Serge ARONDEL	MINEFI - DGE - SQUALPI	Marianne DESCHENES	MSFPH - DGS
Thierry BADIN	MAP - DGAL	Gérard LAGAUTERIE	MINEFI - DARQSI - SDMSI
de MONTJOYE		Guy MOTTARD	MEDD - DPPR
Jean-André BOUCHAND	MINEFI - DGCCRF		

Personnalités qualifiées / *Qualified persons*

Luc ERARD	LNE	Marc HIMBERT	CNAM
Anne GRUSON	Centre Hospitalier d'Arras Laboratoire de biochimie toxicologie		

Inspection / *Inspection*

Président / *Chairman*

Pierre VIDAL

Vice-Président / *Deputy Chairman*

François FLEURETTE

Organismes d'inspection / *Inspection bodies*

Pierre BONTE	NORISKO EQUIPEMENTS	Jacques JESSENNE	SOCOTEC
Alain CHANDEZE	BUREAU VERITAS SA	Alain KUPIEC	CABINET KUPIEC & DEBERGH - OSMIP
Michel CHOTARD	RESEAU DES CTI - CETIM	Jean-Pierre VEROLLET	BTCS
Catherine GOMY	APAVE GROUPE - COPREC		

Donneurs d'ordres / *Principals*

Philippe CONTET	FIM	Béatrice POISSON	TFL
Michel DELL'OVA	FIEEC - DOMERGIE	Dominique RAIN	UIC
Pascal LEMOINE	FNTF	Dominique GABRIELLE	ETABLISSEMENT GABRIELLE

Consommateurs et Acheteurs / *Consumers and Purchasers*

Dominique SAUVION	SNCF - Direction des Achats	Pierre VIDAL	EDF
-------------------	-----------------------------	--------------	-----

Pouvoirs Publics / *National Authorities*

Laure BEGUIN	MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE - DGAL	François-Marie BROCHARD	MINISTERE DE L'INTERIEUR
Pascale BOUETTE	MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL	Roger FLANDRIN	MINISTERE DE L'ECONOMIE
		Maryvonne GRANDIN	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT

Personnalités qualifiées / *Qualified persons*

François FLEURETTE	INRS	Jean-Pierre LETEURTROIS	MINISTERE DE L'INDUSTRIE
--------------------	------	-------------------------	--------------------------



Certification de produits et services / *Certification of products and services*

Président / Chairman

Georges HIPOLITE

Vice-Président / Deputy Chairman

Pierre LOISIER

Organismes certificateurs / Certification bodies

Jacques BESLIN	AFAQ AFNOR CERTIFICATION	Philippe FUSILLER	SGS-ICS
Laurence DAGALLIER	LNE	Patrice GARNIER	CTBA
Paul FAROUZE	CERQUA	Benoît MATHIEU	CEPRAL

Donneurs d'ordres / Principals

Olivier DOYEN	FIEEC	Jean-Luc HARDY	COOP DE FRANCE
Françoise FOCQUE	APCA	Georges HIPOLITE	ANIA
Franck GAMBELLI	CGPME - UIMM	Patrick PONTHER	AIMCC

Utilisateurs, Consommateurs / Users, Consumers

Marianne BEAUVALLET	CNPP	Thierry PARAT	EDF
Henri DECROIX	INDECOSA-CGT	André PHILIPPE	CNAFC
Pierre LOISIER	SNCF	Arnaud POPILLE	METRO - FCD

Pouvoirs Publics / National Authorities

Marie-Christine DE GUENIN	Ministère de l'Agriculture - DGAL	Anne-Marie LE NIGER	DGCCRF
		Hervé RAGONNAUD	SQUALPI

Certification d'entreprises et de personnels et Environnement *Certification of managing systems, personnel and Environment*

Président / Chairman

Bruno DETANGER

Vice-Président / Deputy Chairman

Bernard VALETTE

Organismes certificateurs / Certification bodies

Adrien BENARD	AOCA	Patrick FALLOUEY	COFREND
Laurence BERTON	AOCA	Raymond HUET	QUALIBAT
Jacques BESLIN	AFAQ AFNOR CERTIFICATION		

Donneurs d'ordres / Principals

Roger CAMPS	UFIP	Georges HIPOLITE	ANIA
Bruno DETANGER	COPACEL	Jean-Pierre ISNARD	FIEEC
Jean-Claude HENRY	CGPME	Roger SPERI	FIM

Utilisateurs, Consommateurs / Users, Consumers

Jean-Claude DUMOULIN	GIFAS	Jean-Paul REYNAUD	CFDT - ASSECO
Bernard DROYERRE	SNCF	Yves THURIN	RATP
Daniel MEUNIER	CCFA	Bernard VALETTE	Gaz de France
Jean-François PATINGRE	LES AMIS DE LA TERRE		

Pouvoirs Publics / National Authorities

Maryvonne GRANDIN	Ministère de l'Équipement	Hervé RAGONNAUD	SQUALPI
Patrice GRUSZKOWSKI	DGCCRF	Laure SOULIAC	Ministère de l'Agriculture
Anne MARAL	Ministère de l'Environnement		



6. Exigences et pratiques

Régulièrement amenées à suivre une normalisation fréquemment renouvelée, les sections du Cofrac font évoluer en parallèle leurs propres documentations pour s'adapter aux nouvelles normes internationales, européennes et nationales.

Ces documentations répondent à des besoins variés et comprennent notamment des procédures, des guides techniques d'accréditation et des référentiels spécifiques. Ils sont actualisés et mis à jour régulièrement en tant que de besoin.

Outre la révision du document décrivant la politique du Cofrac en matière d'expression et d'évaluation des portées d'accréditation (document LAB REF 08 déjà commenté par ailleurs), la section Laboratoires a ainsi finalisé en 2006 différents guides techniques d'accréditation, notamment en biologie médicale (estimation des incertitudes, parasitologie et mycologie médicale) et en étalonnage (acoustique, métrologie dimensionnelle, masse, hygrométrie, métallurgie). Elle a également poursuivi les travaux d'élaboration d'un guide technique d'accréditation dans le domaine de l'amiante avec suivi des travaux normatifs sur

l'échantillonnage. La section a aussi mené des travaux de révision des portées d'accréditation en métrologie électrique et temporelle.

Au titre des publications, la section Laboratoires a fait paraître en 2006 :

- un programme d'accréditation pour le contrôle des ouvrages en métaux précieux,
- un guide technique d'accréditation traitant de l'évaluation des incertitudes de mesure dans le domaine des essais de compatibilité électromagnétique et de radiofréquence,
- un programme d'accréditation des laboratoires de mesures oeuvrant dans le cadre de la surveillance individuelle de l'exposition des travailleurs aux dangers des rayonnements ionisants.

On retiendra pour la section Inspection la formation en 2006 de près d'une vingtaine d'évaluateurs qualitatifs et techniques.

La section Inspection est à l'origine de la publication ou de la révision de plusieurs documents :

- la révision du programme d'accréditation pour l'accréditation relative au contrôle technique des véhicules lourds,
- la publication d'un programme d'accréditation pour l'accréditation relative à la réalisation de l'étude de sûreté et l'inspection des installations de produits explosifs,
- la révision de la nomenclature des inspections.

Citons enfin au titre de l'activité respective des sections Certification la publication des documents d'exigences spécifiques dans les domaines suivants :

- certification de la chaîne de contrôle selon le règlement PEFC,
- certification des formateurs de la personne compétente en radioprotection.

A signaler également la révision de la version française du guide IAF pour l'application du guide ISO/CEI 62 : 1996 ou encore celle du programme d'accréditation pour la certification selon les normes techniques du BRC (British Retail Consortium).

6. Requirements and practices

Called on regularly to monitor standardisation that is frequently being renewed, the Cofrac's sections update their own documentation in parallel to adapt to new international, European and national standards.

This documentation meets varied needs and in particular includes procedures, technical accreditation guides and specific reference bases. It is updated regularly when necessary.

In addition to the revision of the document that describes the Cofrac's policy in terms of expressing and evaluating accreditation scopes (document LAB REF 08 already mentioned elsewhere), in 2006 the Laboratories section finalised different technical accreditation guides, notably in medical biology (estimation of uncertainties, parasitology and medical mycology) and in calibration (acoustics, dimensional metrology, mass, hygrometry, metallurgy).

It also continued work to develop a technical accreditation guide in the asbestos domain with follow-up to standardisation work on sampling. The section also carried out work to revise accreditation scopes in electrical and temporal metrology.

The Laboratories published the following documents in 2006:

- an accreditation programme to inspect work made from precious metals,*
- a technical accreditation guide dealing with the evaluation of measurement uncertainties in the electromagnetic compatibility and radio-frequency testing domain,*
- an accreditation programme for measurement laboratories that work in the context of the exposure of workers to ionising radiation dangers.*

2006 will be remembered for the Inspection by the training of around 20 quality and technical evaluators.

The Inspection section published or revised several documents:

- revision of the accreditation programme relating to the heavy vehicle technical inspection,*
- publication of an accreditation programme relating to the study of the safety and inspection of explosive product installations,*
- the revision of the inspections list.*

Finally, as part of the respective activities of the Certification sections, let us mention the publication of specific requirements documents in the following domains:

- certification of the inspection chain according to PEFC regulations,*
- certification of personnel trainers competent in radioprotection.*

Also of note is the revision of the French version of the IAF guide for applying the ISO/IEC 62 : 1996 guide and the revision of the accreditation programme for certification according to the technical standards of the BRC (British Retail Consortium).



7. Résultats financiers / *Financial results* (en K€ / in K€)

ACTIF	Bilan 31/12/05	Bilan 31/12/06	PASSIF	Bilan 31/12/05	Bilan 31/12/06
Immobilisations brutes	1 007	1 293	Fonds social	2 088	2 207
Amortissements	-574	-642			
Immobilisations nettes	434	651			
Créances clients et autres créances brutes	2 052	2 675	Résultat de l'exercice	119	165
Provisions clients	-36	-46			
Créances clients	2 016	2 629			
Autres créances	217	105	Provisions pour risques & charges		64
Conventions avec les ministères	72	125			
Valeurs mobilières de placement	1 791	2 334	Dettes fournisseurs	1 190	2 001
Disponibilités	309	297	Dettes sociales, fiscales et autres	1 412	1 705
Charges constatées d'avance	60	62	Produits constatés d'avance	90	61
TOTAL	4 898	6 203	TOTAL	4 898	6203

CHARGES	Exercice 2005	Exercice 2006	Budget 2007	PRODUITS	Exercice 2005	Exercice 2006	Budget 2007
Charges de personnel	4 096	4 494	4 492	Redevances	3 094	3 234	3 435
Rémunération des évaluateurs et experts	2 566	3 205	3 237	Accréditation (évaluations, études préliminaires)	4 706	5 850	5 831
Frais de missions	1 066	1 245	1 229	Autres (frais de mission, CTI, ...)	979	1 030	1 003
Frais de fonctionnement	1 558	1 632	1 794				
Taxe professionnelle et IFA	76	100	81				
SOUS TOTAL	9 363	10 677	10 834	SOUS TOTAL	8 778	10 114	10 269
Dotations aux amortissements	80	84	166	Cotisations	85	94	91
Dotations aux provisions pour dépréciation créances	15	24	16	Conventions avec les ministères	609	567	414
Dotations aux provisions pour charges exceptionnelles		64		Reprise sur provision pour dépréciation créances	8	14	8
Pertes sur créances irrécouvrables	5	15	7	Reprise sur provisions pour risques et charges et transfert de charges d'exploitation	187	277	202
Charges financières	7	0	2	Reprise sur provisions pour charges exceptionnelles	30		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	44	0		Produits financiers	47	53	58
Charges exceptionnelles sur immobilisations	1			Produits exceptionnels	5	7	
Impôts sur les sociétés	117	95	7				
Résultat de l'exercice (bénéfice)	119	165	10				
TOTAL	9 750	11 125	11 041	TOTAL	9 750	11 125	11 041



37, rue de Lyon - 75012 Paris
Tél. : 01 44 68 82 20 - Fax : 01 44 68 82 21

www.cofrac.fr